



Du nouveau concernant le « chasseur de chars » Jans : lettre ouverte à M. le conseiller fédéral Jans / la déclaration d'échec de Beat Jans en matière de politique de sécurité

Le « chasseur de chars » Jans, M. le conseiller fédéral Beat Jans, exige, au lieu du remplacement des chars mis hors service (Mowag Piranha/TOW), une chasse à notre arme blindée dans le but de la détruire complètement : la supprimer.

Cher Monsieur le Conseiller fédéral Jans,

Votre aveu d'échec en matière de politique de sécurité est une moquerie extrêmement dangereuse, dans la mesure où c'est précisément vous, en tant que membre du gouvernement fédéral, qui sabotez la capacité de défense de notre pays.

Votre affirmation selon laquelle les chars de combat lourds seraient obsolètes et superflus est absurde et constitue une désinformation irresponsable.

Permettez donc au groupe Giardino de vous identifier comme « Jäger Jans ». Car vous êtes reconnu comme chasseur de chars.

Vous êtes donc « le chasseur Jans », Monsieur le Conseiller fédéral : au lieu de procéder au renforcement massif et absolument indispensable de nos troupes blindées, vous souhaitez justement les supprimer.

Vous n'avez ainsi ni l'approbation du groupe Giardino, ni celle des milieux spécialisés concernés.

À l'échelle mondiale.

Voulez-vous bien prendre note de ce qui suit :

1. Nous sommes en 2026 et cela signifie :
2. qu'une armée capable de dissuasion doit impérativement disposer aujourd'hui à la fois d'une force de chars de combat capable de mener des contre-attaques, d'une flotte de véhicules de transport de troupes adaptée aux grenadiers blindés ainsi que de systèmes d'armes capables de dissuader tous les drones et missiles, quelle que soit leur distance d'engagement. La cyberdéfense ne remplace pas une formation de chars ! En tant que membre du Conseil fédéral, il est de votre devoir et de votre responsabilité de savoir que
3. un pays souverain est capable de se défendre de manière autonome
4. un pays souverain ne peut agir en toute souveraineté en matière de politique étrangère et économique qu'avec une infrastructure de sécurité capable d'assurer une dissuasion autonome et,
5. une Suisse souveraine
 - A) s'appuyant sur les enseignements de l'année 1515 et
 - B) en respectant nos engagements de Vienne, signés et juridiquement contraignants devant le monde entier en 1815, ainsi que
 - C) en tenant compte des théâtres d'opérations en Ukraine, en Iran et au Moyen-Orient, doit disposer d'une force blindée capable de mener des contre-attaques.

En bref : un pays souverain ne peut mener une politique étrangère autonome que s'il dispose d'une armée capable de dissuasion.

Une armée de l'année 2026 ne sera dissuasive que si elle dispose de forces mécanisées adéquates.

Point final.

Quelle importance revêt la direction du DFJP pour notre pays ! Pour cela, vous avez tout notre respect, Monsieur le Conseiller fédéral. Nous ne vous demandons toutefois pas de prendre position sur la constitution et l'organisation de nos forces de combat.

Au nom du comité directeur du Groupe Giardino, nous vous demandons poliment, Monsieur le Conseiller fédéral Jans, de reconnaître votre erreur et d'exiger un renforcement rapide et massif de nos chars de combat, de nos véhicules de transport de troupes, de nos chars poseurs de ponts et de déminage, ainsi que de notre artillerie mécanisée, et d'allouer les fonds nécessaires à cet effet.

Cordialement, le 26 juillet 2026

Hans Rickenbacher, président du groupe Giardino
Colonel à la retraite, ancien officier de carrière